

AVION DISPARU D'EGYPTAIR

Des alertes automatiques relancent le débat sur les causes du crash

Des alertes signalant une fumée et une défaillance du système de commandes de vol dans l'Airbus d'EgyptAir qui s'est abîmé en Méditerranée relancent le débat sur les causes du crash, alors que la recherche des corps et des boîtes noires s'intensifie.

Jusqu' alors, le gouvernement égyptien et la communauté des experts semblaient privilégier la thèse de l'attentat pour expliquer la chute jeudi du vol MS804 reliant Paris au Caire avec 66 personnes à bord, dont 30 Égyptiens et 15 Français, non loin d'une île grecque à 290 km de la côte nord de l'Égypte. Un sac à dos rose décoré de papillons, un petit morceau de carlingue déchiqueté, des revêtements de sièges déchirés, un gilet de sauvetage déplié...

L'armée a publié samedi sur son compte Facebook les photos des premiers débris qu'elle a repêchés. Des médias américains ont révélé vendredi soir que le système automatisé de communications de l'appareil avait émis diverses alertes deux minutes durant, dont une signalant une fumée d'origine indéterminée à l'avant de la cabine et l'autre une défaillance de l'ordinateur gérant les commandes de vol, avant que l'avion n'entame sa chute.

Les enquêteurs français ont confirmé samedi l'existence des alertes signalant de la fumée en cabine. «Les familles veulent les dépouilles de leurs proches, l'armée se concentre là-dessus, c'est ce qui nous préoccupe au premier chef», a commenté pour sa part samedi à l'AFP le président d'EgyptAir Safwat Moslem, interrogé sur ces alertes, refusant de confirmer ou démentir.

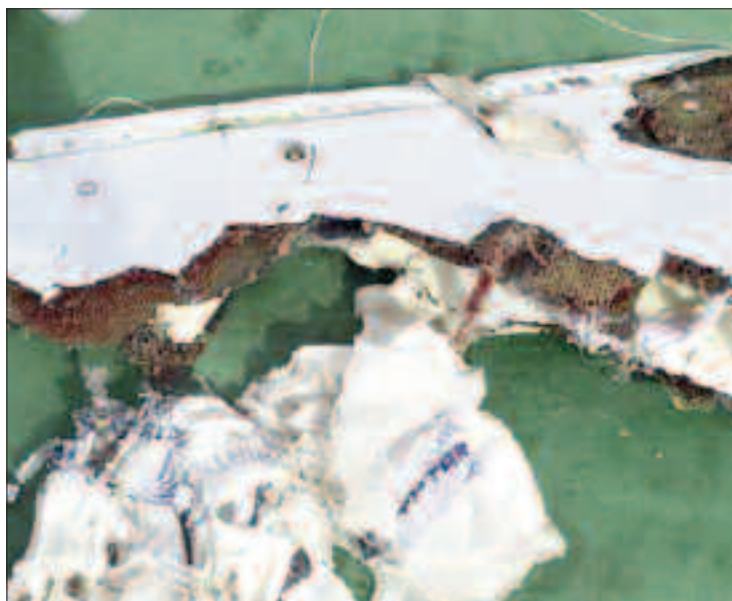
En l'absence de toute revendication d'un éventuel attentat plus de deux jours après le drame, seule l'analyse des débris de l'avion, des corps et, surtout, des deux enregistreurs de vol permettra de faire la lumière sur les raisons du crash.

Vendredi, les navires de l'armée égyptienne avaient déjà repêché «un membre humain, deux sièges et une ou plusieurs valises», selon le ministre grec de

la Défense, Panos Kammenos. Fin octobre, la branche égyptienne du groupe terroriste Daesh avait fait exploser une bombe à bord d'un avion de touristes russes au-dessus du Sinaï égyptien, tuant ses 224 occupants.

Dans ce contexte, Le Caire et nombre d'experts avaient mis dès jeudi en avant la thèse de l'attentat pour expliquer le crash de l'Airbus, s'appuyant sur le fait que l'équipage n'avait émis aucun message de détresse avant la chute de l'appareil.

Mais vendredi soir, les médias américains Aviation Herald, Wall Street Journal (WSJ) et CNN ont rendu public un compte-rendu d'alertes émises par le système automatisé de communication (ACARS) de l'Airbus deux minutes durant signalant une «épaisse fumée» à l'avant de l'appareil et dans une des toilettes, ainsi qu'une défaillance du



Premières photos des débris du crash.

système de contrôle des commandes de vol, également situé à l'avant.

A Paris, le Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA), qui a dépêché trois enquêteurs en Égypte, a confirmé samedi qu'il y a eu des «messages ACARS émis par l'avion indiquant qu'il y eu de la

fumée en cabine peu avant la rupture des transmissions de données». «Il est beaucoup trop tôt pour interpréter et comprendre les causes de l'accident tant que nous n'avons retrouvé ni l'épave, ni les enregistreurs de vol», a ajouté son porte-parole.

«Toutes les hypothèses sont

examinées et aucune n'est privilégiée», a martelé samedi à Paris le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, après avoir rencontré les familles de victimes. Selon Philip Baum, un spécialiste de l'aéronautique cité par la BBC, «les instruments de l'appareil se sont éteints». «Tout cela commence à montrer qu'il ne s'agissait probablement pas d'un détournement, qu'il n'y a probablement pas eu de bagarre dans le cockpit, qu'il s'agit probablement d'un incendie à bord.

Maintenant, qu'il s'agisse d'un feu d'origine technique, un court-circuit, ou si une bombe a explosé à bord, nous ne le savons pas», a-t-il jugé.

La bombe qui avait explosé à bord du charter russe le 31 octobre 2015 avait désintégré instantanément l'avion, provoquant ce que des experts avaient qualifié de «dépressurisation explosive» en raison de la très haute altitude du vol à ce moment-là, environ 11 km, ne laissant aucune chance au pilote d'émettre un message de détresse.

MALI

Marche de l'opposition à Bamako contre «la mauvaise gouvernance»

Des milliers de personnes ont marché pacifiquement hier à Bamako, à l'appel de l'opposition, contre «la mauvaise gouvernance» et la corruption au Mali, selon un journaliste de l'AFP.

Sur les banderoles brandies par les manifestants, on pouvait notamment lire : «Ras-le-bol, non à la mauvaise gouvernance, non à la partition du pays»,

«Non à l'insécurité», «les Maliens ont faim», «IBK, tu n'as pas tenu tes promesses», IBK étant le surnom du Président malien Ibrahim Boubacar Keïta, élu en août 2013.

Des slogans hostiles au pouvoir ont également été entendus durant la marche, encadrée par des forces de l'ordre. Aucun inci-

dent n'a été signalé. La manifestation a pris fin avec un rassemblement marqué par l'intervention de plusieurs responsables de l'opposition, dont leur chef de file, Soumaïla Cissé, président de l'Union pour la République et la démocratie (URD), et Tiébilé Dramé, chef du Parti pour la Renaissance nationale (Parena).

«Nous sommes là parce que ça ne va pas», a notamment lancé M. Cissé, fortement applaudi. «Il y a un ras-le-bol général. Le pays n'est pas gouverné» et le

pouvoir «n'écoute pas, il n'entend pas», a-t-il déclaré. «Nous marchons aussi contre la corruption généralisée, le détournement des ressources destinées à la défense et à la sécurité nationale», a dit à des journalistes une des manifestantes, Oumou Sylla, diplômée sans emploi.

Parmi les marcheurs, figuraient aussi des partisans de l'ex-Président malien Amadou Toumani Touré — surnommé ATT, d'après ses initiales —, qui ont réclamé son retour du Sénégal où il est exilé depuis 2012. «ATT est quelqu'un qui a travaillé pour ce pays», il doit revenir «pour qu'on scelle la réconciliation», a soutenu Abdoulaye Guindo, un étu-

diant, brandissant sa photo.

M. Touré a été renversé le 22 mars 2012, à quelques semaines de la fin de son deuxième quinquennat, par des militaires qui l'accusaient d'incurie dans la lutte contre les groupes armés actifs dans le nord du pays.

Il est menacé d'un procès pour «haute trahison» par le régime du Président Keïta. Fin décembre 2013, le gouvernement malien l'avait notamment mis en cause pour avoir, pendant son mandat, laissé le Nord tomber aux mains des groupes armés dominés par les jihadistes, qui ont contrôlé cette vaste région pendant près de dix mois, jusqu'à janvier 2013.

TURQUIE

Arrestation de 11 présumés terroristes de Daesh

Onze présumés membres du groupe terroriste Daesh ont été arrêtés, hier à Gaziantep (sud-est de la Turquie), a rapporté la presse locale. Ces arrestations interviennent dans le cadre de l'enquête lancée après qu'un présumé kamikaze s'était fait exploser, jeudi, lors d'une descente de la police dans une maison utilisée comme une cache de Daesh à Gaziantep. Seul le kamikaze, qui a actionné sa ceinture d'explosifs, a péri dans l'explosion alors qu'une autre personne se trouvant dans les lieux avait été interpellée. Onze personnes ont été interpellées et une quantité d'explosifs, d'armes et de munitions ont été saisies. Gaziantep et la ville voisine de Kilis sont frontalières du nord syrien où le groupe terroriste contrôle de larges zones. Les services de sécurité turcs sont en alerte maximum contre de possibles attentats terroristes. Les services de renseignements (MIT) ont mis en garde les autorités que dix militants de l'état islamique (EI) sont entrés en Turquie et planifient dix attaques distinctes dans les régions métropolitaines. Ankara et Istanbul ont été secoués par plusieurs attentats-suicides imputés aux terroristes du groupe Daesh et aux rebelles du PKK.

LEVÉE DES SANCTIONS US CONTRE L'IRAN

Téhéran demande «des actions concrètes»

L'Iran a demandé hier à Washington des «actions concrètes» pour encourager les banques et entreprises occidentales à revenir en Iran après la publication d'un communiqué allant dans ce sens par les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Ce communiqué «est un premier pas. Les Etats-Unis doivent accomplir des actions plus sérieuses et concrètes dans ce

sens», a déclaré Mohammad Javad Zarif, le ministre iranien des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse avec son homologue néo-zélandais Murray McCully. Dans une déclaration conjointe, les quatre pays ont encouragé les banques et entreprises privées à développer des activités commerciales légales en Iran après l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire en janvier. «Nous ne nous mettons pas en travers du chemin des activités commerciales autorisées avec l'Iran», ont déclaré les quatre puissances, membres du groupe 5+1 — avec la Chine et la Russie — qui

ont négocié cet accord historique. «Et nous ne nous mettons pas en travers du chemin des sociétés internationales ou des institutions financières qui s'engagent avec l'Iran, tant qu'elles respectent toutes les lois en vigueur», ont-elles ajouté dans ce texte auquel est associée l'Union européenne.

Après des années d'embargo, l'Iran a obtenu un allègement partiel des sanctions économiques occidentales en échange d'une mise au pas de son programme nucléaire. Les Etats-Unis empêchent toujours l'Iran d'accéder au système financier en dollars à travers le monde.